**Le succès des radios de proximité**

Du Mali au Chili, de la Corrèze au Bénin, de l'Amérique latine à l'Afrique, les radios locales se taillent un beau succès alors que la radio d'État s'étiole. À l'exception de l'Asie, encore à l'écart de la libération des ondes. Rencontre avec quelques stations conviviales des deux hémisphères.

---

**LE CHOIX DES ONDES**

**La passion radio des Maliens**

Avec plus de soixante radios privées, le Mali est le champion des ondes africain. Aucun pays du continent noir ne partage la même passion pour la bande FM ni ne dispose de la même liberté. Une liberté qui frise l'anarchie.

---

**Question de mot**

Les radios dites locales sont avant tout des radios de proximité : leur aire de diffusion, c'est le village, la ville, la région, un groupe humain lié par une même appartenance ethnique, la religion, un métier. Elles peuvent être publiques ou privées et, si elles sont privées, commerciales (à but lucratif) ou non commerciales. Ces radios locales privées non commerciales appelées, selon les cas et les pays, radios communautaires ou radios associatives, ont en général un statut impliquant la participation des auditeurs à la gestion de la station et à la réalisation d'émissions. Elles ont aussi un objectif de développement au sens large, que ce soit dans le domaine économique, social (alphabétisation, éducation, formation, vulgarisation) ou culturel. Elles se veulent indépendantes à la fois du pouvoir administratif ou politique et du pouvoir de l'argent. Mais elles reçoivent bien souvent des subventions et perçoivent parfois quelques recettes publicitaires bienvenues. Si les radios commerciales sont surtout urbaines, beaucoup de radios communautaires ou associatives sont rurales. Même si elles émettent à partir d'un centre urbain, en général situé en milieu rural.

---


**Des fin de mois difficiles**

La puissance de rayonnement de cette soixantaine de radios malien varie entre 9 km et 180 km. Une quarantaine sont situées en milieu rural. Le personnel est composé...
essentiellement de jeunes diplômés sans emploi. Beaucoup travaillent à titre bénévole. D’autres reçoivent des gratifications allant de 15 000 à 50 000 francs CFA (150 à 500 francs) par mois. Un grand nombre de ces radios a du mal à joindre les deux bouts, surtout celles de la capitale, les recettes ne couvrant pas, le plus souvent, les dépenses. « Il y a des radios qui n’ont pas les moyens de payer l’électricité. Parfois, on se proclame radio communautaire, radio des femmes pour ranasser de l’argent », affirme un journaliste malien. Cependant, quelques-unes d’entre elles n’ont rien à envier à la radio nationale, c’est le cas de Radio Klélé à Bamako et de la radio catholique de San, ville située à 200 km au nord de la capitale. Ces deux stations ont un personnel qualifié, un équipement moderne et de très bons studios.

**Le spectre d’une guerre des ondes**

Bien loties également, la radio rurale Kéné de Sikasso et la radio rurale Foko de Ségou offrent des programmes très variés et très intéressants à destination du monde rural. Elles y parviennent car elles se trouvent dans les zones agricoles les plus riches du Mali : à Sikasso, zone cotonnière, Radio Kéné a des contrats de collaboration avec la puissante Compagnie malienne pour le développement des textiles (CMDT) ; à Ségou, proche de la zone rizicole, c’est avec l’Office du Niger que Radio Foko a développé un partenariat pour diffuser des messages aux cultivateurs. D’autres radios sont plus modestes et fonctionnent avec des bouts de ficelle, pour un public qui ne dépasse pas quelques centaines d’auditeurs.

Cette floraison de radios dans un pays qui expérimente la démocratie depuis cinq ans n’est pas sans risques. Selon un animateur d’une radio privée de Bamako, « il y a des connexions pas toujours officielles entre radios et hommes politiques. Il y a parfois une guerre des ondes en bambara (langue de l’ethnie bambara, note de la rédaction). Une radio insulte l’autre. Il y a un grand travail de déontologie à faire d’autant que le libéralisme en matière de communication est total au Mali. Il y a toujours le spectre de Radio mille collines au Rwanda. On est pas loin de cela pendant les élections quand les gens s’insultent ».

Sans aller jusque-là, les difficultés économiques des radios naissantes font peser une hypothèque sur la liberté véritable dont elles disposent : « Le danger peut venir des partenaires financiers, des gens qui financent votre radio et peuvent dire : moi, j’ai envie, c’est ce message que je veux faire passer, vous devez travailler dans cette direction », estime la sociologue malienne Aminata Traoré. « Tout le problème est de savoir comment trouver de l’argent sur des bases saines. »

_Fadigui Sinaba_

---

**5 000 radios privées non commerciales dans le monde**

Il existe dans le monde environ 5 000 de ces radios « participatives », ni publiques ni commerciales, selon l’Amarc (Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires) qui en regroupe 2 000. Il y en a 400 aux États-Unis où la première radio communautaire a démarré en 1949 à Berkeley, 300 au Canada dont 200 pour les Amérindiens et 50 pour les francophones, plus de 500 radios associatives en France.

Dans les pays de l’hémisphère Sud, ces radios se sont développées surtout en Amérique latine qui a une vieille tradition de radio « populaire » et « éducative », autres noms donnés à ces radios. Selon l’Amarc, il y aurait entre 1 000 et 1 500 de ces radios communautaires, radios pirates incluses. Chiffré à rapprocher des 15 000 radios commerciales qui existent sur le continent.

Les radios locales privées ont fait leur apparition en Afrique de l’Ouest et en Afrique du Sud essentiellement au début des années 90, à la faveur de la démocratisation, de la décentralisation et de l’échec des radios publiques. Les radios communautaires s’y sont forgé une place avec l’aide de l’Agence de la francophonie qui en a installé une quarantaine.

En Asie, en revanche, les radios privées n’existent pas. Le monopole d’émission reste à l’État, notamment en Chine, au Vietnam, en Inde, en Indonésie.

Ph. O.